



SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Haute-Marne"



FONDS DE SOLIDARITÉ

PHIANC PARTY

Données au 27/04/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 23 318 498 670 euros

Nombre d'aides : 8 429 540

Nombre d'entreprises : 2 003 767

Niveau Régional : Grand Est





Montant total: 1 497 364 075 euros

Nombre d'aides: 504 060

Nombre d'entreprises : 130 903

Niveau Départemental : Haute-Marne

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 31 025 653 euros

Nombre d'aides: 12 099

Nombre d'entreprises : 3 168



PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT



Données au 16/04/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.

Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020. Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 136 076 924 783 euros

Nombre de prêts : 669 502

Niveau Régional : Grand Est





Montant total: 7 943 442 871 euros

Nombre de prêts : 46 351

Niveau Départemental : Haute-Marne

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 215 037 151 euros

Nombre de prêts : 1 212



REPORTS D'ÉCHÉANCES FISCALES



Données au 15/04/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)

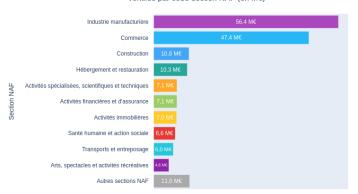


Montant total: 3 443 499 395 euros

Nombre de reports : 112 770

Niveau Régional : Grand Est

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)

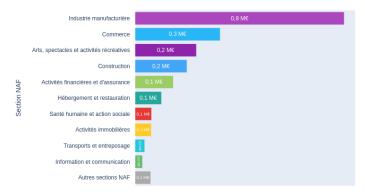


Montant total: 174 154 646 euros

Nombre de reports : 6 335

Niveau Départemental : Haute-Marne

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 1 961 143 euros

Nombre de reports : 135



AIDES AUX ARTISANS, COMMERÇANTS



Données au 30/09/2020 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National





Montant total: 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Grand Est





Montant total: 65 391 323 euros

Nombre d'aides: 79 739

Niveau Départemental : Haute-Marne

Top 10 des aides CPSTI ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 2 312 099 euros

Nombre d'aides: 2816



ACTIVITÉ PARTIELLE

PANC MANCE

Données au 23/02/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement.

Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National



Niveau Régional : Grand Est

